

Canada : faut-il se préoccuper de la démocratie ?

samedi 12 octobre 2019, par [BACHER Stéphanie](#), [MCLEOD Groupe](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2019).

La ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, a exprimé à plusieurs reprises, au Canada et à l'étranger, l'inquiétude du Canada face à la montée du populisme et de l'autoritarisme dans le monde. Par exemple, en août 2018, elle a [déclaré](#) : « La vérité est que l'autoritarisme est en marche - et qu'il est temps que la démocratie libérale se rebiffe. Pour ce faire, nous devons améliorer notre jeu. »

En dépit de cette rhétorique noble, le gouvernement libéral n'a pas réussi à positionner le Canada comme chef de file de l'aide internationale à la démocratie. Bien que le contexte international actuel exige une réponse ferme de la part du Canada, le gouvernement n'a présenté aucun plan d'action et n'a pas fourni les ressources humaines et financières nécessaires pour faire face à la montée de l'autoritarisme, du populisme et de l'extrême droite dans de nombreuses régions du monde.

Un piètre bilan en matière de promotion de la démocratie

En juin 2019, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes a [publié](#) un rapport intitulé « Renouveler le rôle du Canada dans l'aide internationale au développement de la démocratie ». Ce rapport explique que la promotion de la démocratie n'a pas constitué une priorité pour le gouvernement du Canada au cours de la dernière décennie et formule une série de recommandations pour aider le Canada à retrouver son leadership dans ce domaine.

À l'heure actuelle, le Canada n'a pas d'institution dont le mandat est de coordonner et de soutenir l'aide internationale du Canada à la démocratie. L'Office of Democratic Governance, créé en 2006 au sein de l'ancienne Agence canadienne de développement international (ACDI), semble avoir été dissout. Droits et Démocratie, institution indépendante créée par le Parlement en 1988 pour défendre les droits de l'homme et promouvoir la démocratie dans le monde, a été abolie en 2012 par le gouvernement Harper, notamment en raison de ses travaux sur les droits des Palestiniens et l'accès à l'avortement pour les femmes.

Bien que le gouvernement Trudeau se soit concentré sur les défenseurs des droits de la personne et la participation des femmes, il n'a pas réussi à se distinguer de manière substantielle de l'ancien gouvernement. Le Canada a [dirigé](#) une résolution sur le pouvoir d'inclusion et les avantages de la diversité à l'Organisation des États américains, [fourni](#) un soutien financier pour promouvoir la participation politique des femmes au Pakistan et [annoncé](#) 10 millions de dollars par an pour promouvoir et protéger la démocratie.

Toutefois, le financement a diminué en valeur absolue et en pourcentage de l'assistance internationale au cours de la dernière décennie. Affaires mondiales Canada n'a [affecté](#) que 4% de son budget d'aide au développement à des projets de développement démocratique au cours de l'exercice 2017-2018, pour un total de 169,5 millions de dollars. À titre de comparaison, l'ACDI a

[investi](#) 341 millions de dollars dans des projets de gouvernance et de développement démocratique en 2004-2005.

Le Canada a besoin d'un plan d'action sur l'aide internationale à la démocratie

Si le Canada veut devenir un chef de file mondial de l'aide internationale à la démocratie, le prochain gouvernement devra élaborer une approche et une politique cohérentes qui définiront ses priorités. Ce plan devrait inclure les éléments suivants :

1. Programmes internationaux d'assistance à la démocratie et projets élaborés conformément au contexte local. Pendant des décennies, les pays occidentaux se sont engagés avec les pays bénéficiaires de manière très paternaliste, en essayant d'imposer des programmes de « promotion de la démocratie » visant à reproduire le modèle de démocratie libérale. L'efficacité de l'aide à la démocratie sur le long terme dépend en grande partie de l'instauration d'un dialogue permanent avec les acteurs locaux afin de comprendre leurs besoins et de mettre en œuvre des projets adaptés à leur réalité.
2. L'inclusion des domaines clés et des pays ciblés. Pour assurer la continuité et une plus grande efficacité, cette liste de domaines et de pays prioritaires ne devrait pas changer chaque année ou tous les deux ans, ni chaque fois qu'un nouveau gouvernement arrive au pouvoir. Le Canada devrait également choisir ses zones et pays ciblés en fonction de ses relations privilégiées et de ses liens historiques avec certains pays et afin de compléter les actions d'autres donateurs.
3. La prise de décision fondée sur des preuves devrait être au cœur de son plan d'action. À cette fin, le Canada doit s'assurer que ses actions résultent de consultations de fond avec des universitaires et des praticiens, tant au Canada que dans les pays concernés. Il pourrait également offrir un soutien aux programmes d'échanges universitaires pour renforcer son expertise en matière d'assistance à la démocratie.
4. Allouer un financement substantiel, sinon le plan d'action ne sera qu'une coquille vide. Le financement doit également être prévisible pour que les organisations puissent développer leurs projets en conséquence.

Jusqu'à présent, pendant la campagne électorale en cours, les partis politiques fédéraux ont à peine parlé de leur vision du rôle du Canada dans le monde et encore moins de l'assistance internationale à la démocratie. Cependant, comme l'a souligné la ministre des Affaires étrangères, Freeland, dans son discours, l'état de la démocratie dans le monde est fragile, même là où l'on pensait qu'elle était consolidée. Sans un plan d'action clair et un financement adéquat, le Canada ne sera plus qu'un spectateur tandis que le populisme et l'autoritarisme continueront de gagner du terrain.

Stéphanie Bacher
Groupe McLeod

[Abonnez-vous](#) à la *Lettre de nouveautés* du site *ESSF* et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Stéphanie Bacher, Groupe McLeod, 2 octobre 2019

<http://alter.quebec/canada-faut-il-se-preoccuper-de-la-democratie/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)